

Une page d'histoire

# « ... ET LA CGT-FORCE OUVRIÈRE NAISSAIT DANS LA DOULEUR »



Premier comité confédéral national de la CGT-FO après la scission. Léon Jouhaux à la tribune.

CE MOIS  
OU  
SE JOUA  
L'AVENIR

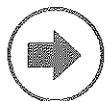
par André VIOT

**L**E jeune camarade des métaux qui était mon voisin de gauche au Congrès du Livre à Angers, Santune, a bien fait de me le dire. Il faut fixer nos souvenirs de la scission syndicale. Le temps passe et nous avec. La génération enthousiaste et sérieuse (je l'ai vue à Vichy) qui constitue l'armature confédérale doit connaître ce qui s'est passé, comment cela est venu. L'effort accompli aujourd'hui pour le trentenaire par l'équipe du journal (trois d'entre eux étaient déjà « dans le coup ») marquera, pour que soient mieux connues ces semaines et ce mois où se joua l'avenir du syndicalisme et avec lui l'avenir de la démocratie. Ce fut bien une autre « année terrible ».

La tension allait grandissant, pour devenir extrême. Dès le début de l'année, alors que se déroulait l'opération de baisse de 5%, nous réclamions que le « syndicalisme se détermine lui-même » et le sous-titre de notre heb-

domadaire « Hier Résistance, aujourd'hui Force » était devenu « Défend la CGT contre toute emprise politique ». C'est que des signes prémonitoires étaient déjà apparus, nombreux. Il avait suffi on s'en souvient, que les ministres communistes quittent le gouvernement.

Dès le lendemain, la volonté d'utilisation du mouvement syndical apparut partout. Nos camarades qui avaient pu, à grand peine, conserver des postes de responsabilités, ceux qui diffusaient le journal, ceux qui animaient les groupes FO en formation subirent attaques, pressions sous toutes les formes. Nos bureaux, rue de Vaugirard étaient devenus, avec les





téléphones de Veillon et de Charlot, le lieu où convergeaient les plaintes et les colères. Dans tous les articles que nous recevions, le ton montait. Revenaient sans cesse les expressions « pseudo assemblées générales », « nous ne marchons plus ». Les comptes rendus faisaient état de « vociférations » et de « huées », chaque fois que nos camarades voulaient faire entendre leurs voix, réclamaient le vote secret : On éliminait un responsable par 43 voix contre 23 dans un syndicat (cheminots de Nantes) qui comptait 2 500 adhérents ! Les cellules du Parti se substituaient aux bureaux syndicaux, et menaient le bal. Cela allait jusqu'à des accusations mensongères de nature à faire licencier les ouvriers qui ne s'inclinaient pas.

Tout cela nous paraissait monstrueux. En soi d'abord. Et également parce que nous sentions — nous qui ne nous cachions pas de vouloir redresser la situation de l'intérieur — que la CGT, notre CGT, allait à sa perte, entraînant avec elle dans sa chute d'énormes potentialités de transformations sociales. C'est cela, et rien d'autre, qui nous faisait reculer la tragique échéance et freiner l'ardeur de nombreux camarades. Mais eux, au creux de l'action, malmenés, injuriés, menacés, frappés, nous firent bientôt admettre que le pire était envisageable : la guerre civile, l'aventure politique. Aveugles, les cégéto-staliniens de l'époque, dont beaucoup sont toujours vivants et qui n'ont encore dit à personne comment ils avaient pu en arriver là, appliquaient à la lettre les consignes de Moscou. Comme des cadavres.

## LE DRAME CONFEDERAL

Mais monta bientôt un extraordinaire mouvement de réactions, auquel, sûrement, ils ne s'attendaient pas. Ecllosion de motions minoritaires, constitution de groupes FO. Le tirage du journal montait. Les injures et les horions redoublèrent et nous devînmes tous des « diviseurs hitléro-trotskyistes à la solde du fascisme provocateur et du patronat de droit divin ». Cette formule qui naquit chez les employés parisiens avait ses variantes, mais elles se ramenaient toujours à ceci : du moment que nous

réclamions la consultation de tous les syndiqués (et des seuls syndiqués) nous étions les fossoyeurs de la CGT.

L'enjeu était énorme : l'aide américaine à la France et l'exercice de la démocratie à l'intérieur des syndicats. Bothereau décida de mettre les choses au point. Le 18 septembre 1947 « Force Ouvrière » publiait le premier d'une série d'articles intitulés « le drame confédéral ». Ils eurent un retentissement considérable. Par Bothereau, le bureau confédéral bougeait. Mais les majoritaires n'en eurent cure. Après la Conférence de Lancry les 8 et 9 novembre. Le Comité confédéral national du 20 novembre y vit, Jouhaux en tête, la minorité s'affirmer tandis qu'au mépris des



André Viot à gauche,  
Walter Reuther, du CIO à droite.

engagements pris (consultations des personnels) des vagues de grèves sauvages déferlaient sur le pays en proie à une profonde inquiétude. Le 18 décembre, c'était la scission qui éclata comme un coup de tonnerre et apporta en même temps qu'un immense soulagement un grand espoir.

En revanche, sur les lieux du travail l'atmosphère vira au tragique. On se souvient de Tonneau qui fut enfermé dans un puit des mines du Pas-de-Calais ; de Baillet du Bâtiment qui ne dut qu'à la présence de camarades de ne pas être projeté dans la cage de l'ascenseur de la rue Lafayette par des dirigeants majoritaires au nombre desquels se trouvaient Hénaff, Arrachard et Labrousse hors d'eux-mêmes parce que Baillet avait l'audace de ne pas

partager leur opinion. France Compagnon et Pierre Magnier n'ont sûrement pas oublié le jour où, Quai Blériot, à la cantine de chez Renault où ils diffusaient le journal, ils s'en tirèrent à cause de l'hésitation de leurs antagonistes qui les poussaient vers la Seine, mais à qui ils firent clairement comprendre qu'en tombant à l'eau ils les entraîneraient avec eux.

## PRENDRE LA PORTE !

Le comique avait cours aussi. Un jour, Bothereau à qui on venait de rapporter que la voiture de Pierre était en feu accueillait notre ami avec l'inquiétude qu'on devine, lorsqu'il apprit que croyant mettre le feu à la « Juva » du journal, bourrée de tracts subtilisés à l'adversaire, les membres de la cellule de l'entreprise avaient transformé en brasier la voiture identique d'un imprimeur venu là simplement pour affaire. On en rit encore.

Ce même Pierre d'ailleurs, à qui un livre ne suffirait pas pour narrer ses aventures dut une nuit emporter la porte de la Fédération des Employés qu'il aidait à déménager parce qu'il ne voulait pas laisser la belle plaque qui s'y trouvait et qu'il était impossible de dévisser.

Ceux qui le pouvaient, emportaient leur matériel. Cependant nous dûmes, la plupart, dans les Fédérations, les Unions, les Syndicats (que dire de l'immeuble du « 213 » rue Lafayette, de l'imprimerie de la rue Jean-Jacques-Rousseau !) partir les mains vides et il fallut, le plus souvent, tout improviser dans un dénuement dont seuls ceux qui vécurent cette époque peuvent avoir une véritable idée. Le dénuement s'ajoutait au surmenage, à l'excitation nerveuse. Un peu plus tard, nombre d'entre nous payèrent de leur santé compromise, au point d'y laisser la vie, cette débauche d'efforts déployés nuit et jour sans relâche.

Il fallait certainement y croire. Il fallait être convaincu que cela en valait la peine. Nous sortions de la guerre, de la Résistance, des camps. Nous nous étions battus pour reconquérir ce que précisément on voulait à nouveau détruire. Et nous étions certains que le meilleur moteur de progrès, le meilleur défenseur de la liberté, c'est le syndicalisme. Nous étions prêts à tout pour qu'il vive.

La suite nous a donné raison.

# COMMENT « ILS » ONT CASSÉ L'UNITÉ SYNDICALE

22 JUIN 1940

La France est vaincue. Elle signe l'armistice à Rethondes. La « ligne de démarcation » coupe en deux le pays, dont la partie Nord est occupée par l'armée allemande. Dans la zone Sud, dite « non occupée », le gouvernement présidé par le Maréchal Philippe Pétain s'installe à Vichy.

Le 10 juillet, après de multiples pressions et manœuvres, le Parlement vote la révision de la constitution par 569 voix contre 80 et 18 abstentions, sur un total de 667 présents et un effectif légal de 850. Philippe Pétain est chargé de promulguer une « constitution de l'Etat Français ». Le lendemain paraissent les premiers « actes constitutionnels ». Philippe Pétain devient « Chef de l'Etat », et il est mis fin au mandat de la Chambre des Députés et à celui du Sénat. La III<sup>e</sup> République est morte. Les libertés le sont avec elle.

L'un des premiers actes du « Gouvernement de l'Etat Français » sera, le 9 novembre 1940 de dissoudre la CGT (et, en contrepartie, la Confédération patronale). Activement, l'on prépare dans les hôtels de Vichy, transformés en ministères, le projet de « Charte du Travail » qui sera promulguée le 2 octobre 1941. Les idées dominantes en sont les suivantes :

– les syndicats et les fédérations d'industrie pourront continuer d'exister, mais dans le cadre d'un régime corporatiste ;

– les syndicats sont uniques et obligatoires (la cotisation est prélevée sur la paye) ;

– les syndiqués doivent collaborer avec les patrons au sein de « Comités

Sociaux » locaux, régionaux et nationaux ;

– les grèves et les lock-out sont interdits.

## LA CHARTE DU TRAVAIL

Le syndicat groupe **obligatoirement** dans chaque métier tous les gens de même catégorie en vue d'étudier les questions professionnelles.

Si les syndicats forment des unions régionales et des Fédérations, celles-ci ne peuvent se réunir en confédérations. (Celles-ci ont été dissoutes en novembre 1940).

Plus de grève ni lock-out, mais arbitrage en cas de conflit, rendu par les tribunaux du travail.

Le salaire est fixé selon les règles précises. Les syndicats d'ouvriers, de patrons et de cadres se retrouveront dans les comités sociaux, régionaux et nationaux.

Dans sa « corporation », le « bon ouvrier », soustrait aux idéologues de la lutte de classe, a plus d'intérêt en commun avec son patron qu'avec les ouvriers des autres catégories, des autres métiers. Les patrons doivent être « bons » avec leurs ouvriers qui d'ailleurs ont tous « dans leur établi, le bâton de chef d'entreprise ».

On retrouve là le passéisme du régime des corporations de l'Ancien Régime d'avant 1789. (Autre thème passéiste de l'Etat pétainiste, le « retour à la terre », avec condamnation implicite du progrès technique qui a engendré les malheurs de la France...), mais on retrouve aussi dans la charte du travail certaines dispositions sociales en usage dans l'Allemagne hitlérienne et surtout dans l'Italie fasciste et corporatiste de Mussolini.

## LE MANIFESTE DES DOUZE

La réponse à la dissolution de la CGT, le 9 novembre, ne se fait pas attendre. Six jours plus tard, le 15, paraît le « Manifeste des douze » lancé par des militants confédérés – la tendance Jouhaux – et des responsables de CFTC. Ce texte constitue le premier acte public d'opposition du syndicalisme à la politique sociale de Pétain. Il dégage six grands principes d'organisation et d'action d'un syndicalisme authentique, tel que les expériences vécues entre les deux guerres permettent de le définir :

– **Le syndicalisme français doit être anticapitaliste et, d'une manière générale, opposé à toutes les formes de l'oppression des travailleurs.**

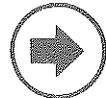
– **Il doit accepter la subordination de l'intérêt particulier à l'intérêt général** (toute l'histoire du syndicalisme français prouve que c'est par l'action collective que la défense des intérêts individuels est le mieux assurée).

– **Il doit prendre sa place dans l'Etat, toute sa place et seulement sa place** (la formule d'avenir c'est : le syndicat libre dans la profession organisée et dans l'Etat souverain).

– **Il doit affirmer le respect de la personne humaine en dehors de toute considération de race, de religion ou d'opinion.**

– **Il doit être libre, tant dans l'exercice de son activité collective que dans l'exercice de la liberté individuelle de chacun de ses membres.**

– **Il doit rechercher la collaboration internationale des travailleurs.**





## L'ACCORD DU PERREUX

De leur côté, les « unitaires » — la tendance communiste — placés dans l'illégalité et alignés sur la politique étrangère soviétique du moment, s'en prennent essentiellement à La Grande-Bretagne et au « capitalisme fauteur de guerre ». Ils restent discrets vis-à-vis de Hitler qui, depuis le 23 août 1939, est lié avec Staline par le pacte germano-soviétique engageant pour dix ans les deux états avec des clauses de non-agression, d'assistance mutuelle, de concertation et d'action diplomatique commune. (Huit jours après la signature du pacte, l'invasion de la Pologne par l'Allemagne prouvait que Staline avait donné liberté de manœuvre à Hitler...)

Le ton changera après le 21 juin 1941 lorsque l'Allemagne attaquera l'Union Soviétique. La lutte commune contre le nazisme permettra alors les premiers contacts entre les deux tendances de la CGT : celle des unitaires dirigée par **Benoît Frachon** (qui est également responsable, avec Jacques Duclos, du Parti Communiste clan-

destin, en l'absence de Maurice Thorez, réfugié à Moscou) et celle des confédérés, animée par **Léon Jouhaux** qui, de sa prison, réussira à faire passer des directives à ses amis, jusqu'à sa déportation en Allemagne. Il sera alors remplacé par **Robert Bothereau**. C'est ainsi que, le 17 avril 1943, sera conclu l'accord du Perreux, dans cette petite cité de la banlieue sud-est de Paris. Accord verbal conclu par **Raynaud et Tollet** pour les « unitaires » et par **Bothereau et Saillant** pour les « confédérés ». L'unité de la CGT est reconstituée sur la base de la répartition des sièges, telle qu'elle avait été fixée par le Congrès et le Comité Confédéral National de Nantes en octobre 1938. Le nouveau bureau clandestin est ainsi composé : cinq sièges sont attribués à la tendance Jouhaux et trois à la tendance Frachon.

Le mouvement syndical pour la troisième fois est donc réuni. Mais l'unité ne tiendra pas plus de quatre ans et demi.



Photo ROBIN

*Robert Bothereau, premier secrétaire général de la CGT-FO.*

Jusqu'à la Libération les deux fractions continuèrent à transmettre les directives, devenues communes, par leurs propres canaux clandestins. L'un de ceux-ci pour les confédérés était « *Résistance Ouvrière* ». L'accord du Perreux prévoyait la réunification à tous les niveaux en respectant la physionomie qui était celle du syndicalisme en septembre 1939. Ainsi, le nouveau Bureau Confédéral préparera, en accord avec le Conseil National de la Résistance et en contact avec la CFTC, la grève insurrectionnelle d'août 1944.

## CONTRE LE PERIL NUMERO UN

Les nécessités de la lutte contre l'occupant avaient fait taire les ressentiments. Comme l'a écrit **Robert Bothereau** « *la conjonction s'était établie quasi d'elle-même entre syndicalistes libres, estimant qu'il fallait dresser un front de résistance au péril numéro un qu'était l'hégémonie hitlérienne, et les éléments syndicalo-communistes mobilisés contre l'Allemagne, agresseur de la Russie soviétique* ».

Mais **Bothereau** ajoutait aussi (en 1945) : « *Le « vice » de l'accord du Perreux fut d'avoir voulu à la fois coordonner les tâches de Résistance des syndicalismes clandestins — ce qui était une nécessité — et amorcer une œuvre constructive commune aux deux associés dans un syndicalisme ressoudé — ce qui était une impossibilité et s'avéra être plus qu'une erreur* ».

Car déjà apparaissaient les premières failles dans l'unité retrouvée...

## LA CONQUETE SYSTEMATIQUE DE LA CGT

Les communistes n'avaient pas attendu longtemps pour affirmer leur volonté de conquête... Dès la libération par exemple, ils firent arrêter et interner au camp de Drancy sous le prétexte de « collaboration avec l'ennemi » une trentaine de militants confédérés de la Fédération Postale (**Cougnenc** et **Fronty** entre autres). Ceux-ci, mis hors de cause ne furent libérés qu'après trois ou quatre mois de détention. Cela avait suffi aux

communistes pour s'emparer des leviers de commande (avec l'aide d'ex-dirigeants des Associations professionnelles vichyssoises, dédouanés pour la circonstance) et pour « noyer » les catégories traditionnellement non communistes dans un syndicat unique où leurs voix ne pouvaient se faire entendre. Est-ce donc un hasard si la première profession où se produisit la scission fut celle des postiers, en 1946 ?

Patients et disciplinés, les communistes avaient des techniques bien au point pour s'imposer. Au militant confédéré débordé de travail – toute l'organisation était à reconstruire – ils choisissaient un adjoint qui bientôt détournait à son profit le courrier et les contacts. Aux Assemblées Générales, aux Conseils syndicaux, ils étaient les plus assidus, faisant traîner les choses en longueur sur des détails pour finalement adopter les décisions importantes en fin de séance devant des banquettes vides.

Le vote par bulletins ? C'est du « crétinisme parlementaire », disaient-ils, citant Lénine, consciemment ou non. Dans les congrès fédéraux ou d'unions départementales, le confédéré sortant voyait son rapport adopté à l'unanimité, sans aucune critique. Mais au moment de l'élection, il se retrouvait battu et remplacé par un communiste bon teint. Ailleurs, on pratiquait la liste unique : « Pourquoi disperser nos votes sur 70 candidats pour 40 sièges ? Nous, section ou syndicat de X, nous avons préparé une liste type qui nous paraît très bien... »

Un opposant s'était-il glissé « par erreur » dans cette liste ? Sa convocation, pourtant dûment timbrée lui parvenait régulièrement après les réunions par le canal de la cellule du PC. Et si cela ne suffisait pas, restait alors l'exclusion des indisciplinés, avec l'artillerie des calomnies et des fausses accusations à l'appui.

De la base au sommet, bien rôdé pour l'action souterraine, l'appareil des cellules tourne à plein régime. Il suffit de voir aujourd'hui ce que peut donner une « mobilisation » du PC pour avoir une idée de ce que fut cette période. Pour les communistes-syndicalistes, un seul objectif : la conquête de la vieille CGT.

Au sommet, des difficultés : **Robert Lacoste**, avant guerre secrétaire de la puissante Fédération des Fonctionnaires et qui appartenait à la tendance Jouhaux, aurait pu figurer en bonne place au secrétariat de la Confédération. Mais, désigné avant la Libération par le Général-de Gaulle comme Secrétaire à la Production Industrielle,



Contre la vie chère en 1946. Grèves et manifestations.

il prendra rang de Ministre le 5 septembre 1944 et choisira la voie de l'action politique qui l'écarte du syndicalisme. **Albert Gazier**, syndicaliste résistant fera de même.

**Christian Pineau**, secrétaire du syndicat des employés de Banque, lui aussi de tendance Léon Jouhaux, est à son retour de déportation nommé Ministre du Ravitaillement et en 1945,

commencera lui aussi une carrière parlementaire. Ainsi donc, des militants confédérés qui auraient pu aider à la lutte contre les communistes, ne peuvent y participer en raison de leurs responsabilités ministérielles ou parlementaires et de leur fidélité aux règles de la Charte d'Amiens de 1906 sur l'indépendance du syndicalisme vis-à-vis de la politique.

---

## DEUX TENDANCES FACE A FACE

---

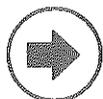
La pénétration communiste s'étant poursuivie dans les Fédérations, Syndicats et Unions Départementales, le Comité Confédéral de mars 1945 verra les deux tendances s'affronter sur le principe de la participation de candidats de la CGT aux listes communes de la Résistance pour les élections municipales. A la suite d'un débat passionné, les Unions Départementales et Locales reçoivent le soin de décider ou non de l'opportunité de leur participation aux listes de la Résistance. Là où les ex-unitaires ont réussi à prendre les leviers de commande – et les cas sont maintenant nombreux – ils useront largement de la liberté qui vient de leur être accordée.

Restait encore un autre obstacle : au Perreux, il avait été décidé que les organismes *directeurs* syndicaux se réunifieraient sur la base de l'importance respective des tendances en septembre 1939. Le même Comité Confédéral de mars 1945 décide qu'il

y aura dorénavant deux secrétaires généraux : **Louis Saillant**, remplaçant **Léon Jouhaux** déporté en Allemagne, et **Benoît Frachon**. Aux deux « généraux » s'ajoutent neuf secrétaires, cinq ex-confédérés et quatre ex-unitaires. Les ex-confédérés sont **Bothereau**, **Buisson**, **Gazier** (qui se consacra bientôt à son mandat de député) **Le Brun** et **Neumeyer**; les ex-unitaires sont **Monmousseau**, **Racamond**, **Raynaud** et **Tollet**.

Les ex-unitaires proclament que « l'Accord du Perreux est respecté et que la parité existe bien ». Mais **Saillant** passera petit à petit sous l'influence de **Frachon**, qui, en fait sera le véritable secrétaire général, et **Le Brun** se rapprochera de plus en plus des unitaires pour les rejoindre tout-à-fait.





Au CCN de septembre 1945 une nouvelle réorganisation du bureau est décidée: **Jouhaux** et **Frachon** sont secrétaires généraux, mais **Jouhaux** est toujours en déportation; six ex-confédérés sont secrétaires: **Botheureau**, **Buisson**, **Deniau**, **Gazier**, **Neumeyer**, **Saillant**, mais **Gazier**, élu député ne sera pas remplacé, pas davantage que **Buisson** décédé et **Saillant**, de moins en moins «confédéré» se consacre de plus en plus à la Fédération Syndicale Mondiale qui vient de naître. Quatre ex-unitaires sont également secrétaires: **Monmousseau**, **Racamong**, **Raynaud**, et **Tollet** auxquels s'ajoute **Le Brun** que l'on ne peut plus guère considérer comme appartenant à la tendance **Jouhaux**.

Enfin, au Congrès d'avril 1946, le premier depuis sept ans, la nouvelle majorité modifie les statuts et fait admettre le principe de la représentation proportionnelle intégrale pour les décisions. «Avec ce système, notera **Henri Aigueperse**, ancien Secrétaire



Photo AFP

**Léon Jouhaux**, entouré par les journalistes en 1946.

du Syndicat National des Instituteurs, il suffit de sept grosses fédérations pour faire la majorité».

«A la suite de l'unité syndicale de 1936, constatera **Georges Lefranc**, historien du syndicalisme français, les syndicalises ex-unitaires avaient plus ou moins rapidement pris le contrôle des Fédérations suivantes: Agriculture, Bâtiment, Chemins de Fer, Cuirs et Peaux, Eclairage et Forces Motrices, Bois, Industries Chimiques, Métaux, Papier-Carton, Textiles. Il les conservent, mais ils y ajoutent désormais l'Alimentation, les PTT, le Sous-Sol, le Spectacle, les Transports, les Voya-

geurs de Commerce; les non-communistes tiennent les Employés, les Fonctionnaires (y compris l'Enseignement), le Livre, les Marins, les Ports et Docks, les Services Municipaux».

Dans l'allocution d'ouverture du premier Congrès depuis la guerre, le secrétaire de l'UD de la Région Parisienne, **Eugène Hénaff**, ex-unitaire, réussira le tour de force de ne pas citer une seule fois le nom de **Léon Jouhaux**, qui en plus, doit maintenant partager le secrétariat général avec **Benoît Frachon**.

Le CCN qui suit élit vingt communistes à la Commission Administrative contre quinze confédérés.

## LE POUVOIR POUR QUOI FAIRE?

Le syndicalisme ouvrier français avait, dans sa très grande majorité, résisté à l'appel des sirènes de Vichy. Sa puissance lui avait permis d'imposer dès la Libération une série de réformes importantes pour la classe ouvrière et qui figuraient d'ailleurs au programme du Conseil National de la Résistance: les nationalisations (Renault, houillères, gaz et électricité, grandes banques de dépôt, grandes compagnies d'assurances), les Comités d'Entreprise, la réforme des Assurances Sociales qui aboutira au système de Sécurité Sociale que nous connaissons encore aujourd'hui, remise en ordre des salaires et classifications professionnelles. Mais cette puissance était déjà battue en brèche par l'action patiente et souterraine des ex-unitaires.

Les communistes ont donc conquis la majorité à la CGT. Que vont-ils en faire? Déjà en mars 1945, rompant avec l'indépendance syndicale, ils ont fait en sorte qu'on puisse se référer à la CGT pour se présenter aux municipales. En septembre, un degré de plus dans l'escalade. La nouvelle majorité confédérale s'aligne sur le PC et appelle à voter « Non » au référendum constitutionnel.

Et c'est alors, pour défendre et si possible reconquérir l'indépendance syndicale de l'intérieur, que se créent les groupes « Force Ouvrière », autour et pour la diffusion du journal (dirigé par **André Viot**, qui lui a donné son titre) qui fait suite à « Résistance Ouvrière ». Il y a eu beau temps qu'en face, au mépris de la réunification de Toulouse, en 1936, les communistes

font paraître chaque semaine leur journal de tendance, « La Vie Ouvrière »...

## PENURIE RATIONNEMENT MARCHÉ NOIR

La victoire sur l'Allemagne n'a pas pour autant réglé les problèmes économiques nés de la guerre. Le système français est particulièrement délabré. La France a faim et froid. Les destructions sont considérables. La SNCF réalise des prodiges pour rétablir les liaisons, reconstruire le millier de ponts et ses gares de triage victimes des bombardements alliés. Le Parti Communiste (comme il le fera en Belgique et en Italie) accepte de participer au gouvernement de Gaulle dans la France Libérée — alors qu'en 1936 il avait refusé à **Léon Blum** de faire partie de son ministère.

**Pierre Mendès-France** et **René Pleven** s'opposent sur la remise en marche de l'économie. Le premier préconise un dirigisme sévère et des mesures draconiennes supposant une stricte austérité. Le second estimant que la France avait assez souffert pendant quatre années préfère un régime plus libéral et préconise des mesures plus orthodoxes, telles que l'emprunt. De Gaulle hésitant à imposer à son pays une nouvelle cure d'austérité, et, n'ayant pas beaucoup d'inclination pour les « problèmes d'intendance », choisit **Pleven**.

Le Parti Communiste ne désapprouve pas ce choix. Il ne pouvait évidemment se permettre de soutenir des mesures qui eussent été impopulaires. Il se veut donc le « parti de la renaissance française ». Ses mots d'ordre sont alors:

« Produire d'abord, revendiquer ensuite », « Retroussons nos manches, et ça ira mieux ».

Mais tout ne va pas pour le mieux. De scandaleuses fortunes se sont édifiées impunément et le rationnement persiste, comme le marché noir. Quelques grèves éclatent ici et là. Mais pour le PC, la grève devient « l'arme des trusts... »

Et **Maurice Thorez**, secrétaire général du parti, revenu de Moscou, ne mâche pas ses mots. Dans un discours prononcé au mois de juin 1945 devant les mineurs du bassin du Nord il déclare: « Hier notre arme était le sabotage, l'action armée contre l'ennemi. Aujourd'hui, l'arme c'est la

*production pour faire échec aux plans de la réaction, pour manifester votre solidarité de classe envers les ouvriers des autres corporations, dont le travail, la production dépendent de votre propre effort... La moindre défaillance de votre part aiderait les campagnes des ennemis du peuple contre vous-mêmes, contre la classe ouvrière, contre les nationalisations, contre la démocratie, contre la France».*

Même son de cloche le 24 décembre à Valenciennes :

*«Aujourd'hui, il s'agit de produire pour assurer contre la réaction et les trusts l'avenir de la France, le triomphe de la démocratie. En général, ceux qui refusent l'effort actuellement ou qui conseillent de s'y refuser, ceux qui parlent de grèves sont ceux qui se gardaient bien d'arrêter le travail au temps de l'occupation».*

Et deux mois plus tard, au Congrès de la Fédération CGT des Mineurs, une formule lapidaire :

*«Produire est la forme la plus élevée du devoir de classe, du devoir républicain et patriotique».*

## LES PREMIERS CRAQUEMENTS

Les choses commencent à se gâter en janvier 1946 : un conflit sérieux met aux prises les ouvriers du Livre en grève et la direction de «l'Humanité» qui veut faire paraître le journal à tout prix. Les rotativistes de «l'Huma» répondent en mettant en batterie les lances d'incendie contre les «gros bras» des cellules de banlieue, venus en renfort.

En juillet, c'est plus sérieux. La direction communiste de la Fédération postale tente d'endiguer le mécontentement des postiers en lançant un ordre de grève limité à 24 heures. Mais le travail ne reprend pas. La base déborde les militants communistes et crée ses propres comités de grève, à Bordeaux, à Lille, à Clermont, d'abord dans de nombreuses villes de province ensuite. La Direction de la Fédération Postale va jusqu'à demander à l'Administration des sanctions contre les grévistes ! Finalement, les divers comités de grève se fédèrent et, au-delà du mouvement lui-même, s'organisent en comité d'action syndicaliste avec **Camille Mourguès**, **Bordès**, **Duphil**, puis en Fédération Syndicaliste des PTT, autonome. C'est la première grande brèche dans l'unité syndicale, mais beaucoup d'autres avaient déjà individuellement, mani-

festé «avec leurs pieds» en quittant la CGT ou en ne payant plus leurs cotisations.

## RENAULT : LE TOURNANT

Le P.C. a fait de Boulogne-Billancourt sa «forteresse» depuis la mise en régie nationale des usines Louis Renault. Il contrôle la CGT et quadrille les ateliers. Et pourtant, c'est de Renault que va venir la grève sauvage qui va modifier la stratégie du PC. Les primes à la production proposées par la CGT sont condamnées par la majorité des travailleurs, d'abord à l'atelier 78, sous l'impulsion d'éléments trostkystes et anarchistes de la CNT. Rapidement, le mécontentement déborde la simple pétition pour se traduire par la grève qui s'étend, en dépit des efforts des syndicalo-communistes. Le Syndicat, la Fédération, la CGT, et le PC condamnent la grève. Le 1<sup>er</sup> mai 1946, on verra même deux cortèges Renault converger sur la place de la Concorde et en venir aux mains : celui des grévistes et celui des communistes.

Puis, brusquement, sentant le vent,

et comprenant que les travailleurs en ont assez des horaires élastiques, des trop longues heures supplémentaires, de la course à la productivité, des restrictions alimentaires, la CGT «récupère» la grève Renault pour en prendre la tête. Le parti communiste — dont les ministres sont au pouvoir — lance au gouvernement Ramadier un ultimatum pour la satisfaction de revendications bien supérieures à ce qu'il considérait comme impossible deux jours avant...

Estimant que l'on ne peut à la fois être dedans et dehors, **Paul Ramadier** tire les conclusions de la nouvelle attitude communiste. Le 5 mai 1946, à l'issue d'une entrevue orageuse à l'Elysée avec le Président de la République, Vincent Auriol, et le président du Conseil, les ministres appartenant au PC voient leurs fonctions prendre fin. Curieusement, dans un premier temps, les communistes vont s'en prendre beaucoup plus aux chrétiens-sociaux du Mouvement républicain populaire qu'aux socialistes (Vincent Auriol est issu de la SFIO à laquelle appartient Paul Ramadier).

Mais un mois plus tard, un événement international — une fois encore — va influencer le comportement des communistes et de la majorité de la CGT.

## LE PLAN MARSHALL



*George Marshall, général devenu secrétaire d'Etat offrit l'aide des Etats-Unis à tous les pays d'Europe.*





## DU PLAN MARSHALL AU KOMINFORM RIDEAU DE FER ET GUERRE FROIDE

De 1945 à 1947, il n'aura fallu que deux années pour que la solidarité des alliés contre le nazisme cède la place à la guerre froide, et que s'abatte entre les nations européennes un « rideau de fer » qui ne s'est pas encore relevé.

Ignorant de Gaulle et la France, Churchill, Roosevelt et Staline se sont réunis à Yalta en février 1945. La défaite de l'Allemagne et du Japon n'est qu'une question de mois. Les « Trois Grands » esquissent déjà l'équilibre de l'après-guerre entre les grandes puissances, et se répartissent les zones d'influence.

L'équilibre de Yalta ne durera pas. L'Internationale communiste (le Komintern) a bien été dissoute officiellement par Staline en 1943 pour faciliter les relations avec les démocraties bourgeoises qui luttent comme la Russie contre les puissances de l'Axe Berlin-Rome-Tokyo, les partis communistes n'ont pas renoncé à la subversion. Le PC grec, à partir de bases yougoslaves et albanaises, s'engage dans une guerre civile contre la monarchie d'Athènes, qui sollicite l'aide de la Grande-Bretagne (1).

### La relève des USA

Mais Londres n'a plus les moyens d'une telle politique, après les dures épreuves de la guerre. D'autant que ses forces sont empêtrées en Palestine contre les éléments juifs les plus durs qui veulent brûler les étapes pour imposer la création de l'État d'Israël.

Ce sont les Etats-Unis qui vont prendre la relève de la Grande-Bretagne et aider la Grèce — et

aussi la Turquie — à résister à l'expansionnisme communiste en Méditerranée. Roosevelt est mort, et c'est Truman qui doit justifier devant le Congrès américain cette demande supplémentaire de crédits. Ainsi naît en mars 1947 la doctrine Truman « de soutien au pays libres ». S'en tenant aux accords de Yalta, il ajoute que les Etats-Unis ne permettront plus aucune modification du statu-quo européen en faveur du communisme. Le Congrès le suit et vote 400 millions de dollars en faveur de la Grèce et de la Turquie.

Mais en fait, c'est toute l'Europe qui est malade, saignée par un conflit de cinq années, avec des millions de morts, des économies délabrées.

### A toute l'Europe

Le 5 juin 1947, à l'Université d'Harvard, le Secrétaire d'Etat américain, George C. Marshall propose un plan économique à l'Europe. Il demande à cette même Europe de prendre l'initiative d'un programme de coopération économique car, explique Marshall « pour combattre la faim, la pauvreté, le désespoir, le chaos, il est logique que les Etats-Unis donnent toute l'assistance possible en vue du retour à la santé économique du Monde, sans laquelle il ne peut y avoir de stabilité politique ou de paix assurée ».

Cette proposition à la fois s'adresse à tous les pays d'Europe, quelle que soit leur doctrine, quel que soit le pays, ce qui veut dire aussi bien à l'Europe de l'Ouest qu'à l'Europe de l'Est. *Suite page 17*

1) Lors de la guerre civile, 20 000 enfants grecs seront évacués des zones occupées par le PC et envoyés dans les pays limitrophes. Combien ont retrouvé leur famille par la suite ?

Le 5 juin, dans un discours à l'Université d'Harvard, le Général Marshall, ancien chef d'état-major de l'Armée américaine devenu secrétaire d'Etat, fait à l'Europe — toute l'Europe, des propositions d'assistance financière, pour l'aider à relever ses ruines et à retrouver la prospérité ruinée par la guerre.

Ce que l'on va appeler le « Plan Marshall » va susciter immédiatement un très grand intérêt. Et pas seulement chez les Occidentaux. L'Europe est épuisée par la guerre, les matières premières manquent, les installations de production sont endommagées quand elles ne sont pas détruites, et en tous cas, elles commencent à être vétustes dans de nombreux pays. La reconversion de la production de guerre en production « civile » ne peut se faire en quelques semaines. Tous se sentant concernés, la France et la Grande-Bretagne invitent Molotov à Paris pour préparer une conférence qui se tiendra dans une capitale et qui définira les modalités de l'aide américaine. Très vite, la Tchécoslovaquie fait part de son intention de venir participer à la Conférence de Paris, la Pologne est intéressée...

Mais la Russie refuse l'aide américaine. Molotov dit « non ». Cela va devenir pour lui une habitude, une attitude, et lui vaudra le surnom de « Monsieur Niet ». Et les « satellites » ? Qu'à cela ne tienne, on va les remettre dans le « droit chemin ». Moscou envoie Valerian Zorine à Prague. Mission réussie : les Tchèques ne feront pas le voyage, les Polonais non plus.

Les Européens ne seront donc que seize à Paris, au mois de juillet pour la Conférence du Plan Marshall. Ils auraient dû être vingt-deux. Moscou a coupé en deux l'Europe de « l'Atlantique à l'Oural ».

Partout les communistes se déchaînent contre « l'impérialisme américain », la guerre froide commence. Le PC français rentre dans le ghetto dont il n'est plus sorti. En Belgique, en Italie, les communistes quittent également le gouvernement. A l'Est l'épuration commence. Elle va être sévère. Les hommes de Moscou vont éliminer de la direction des démocraties dites « populaires » les non-communistes qui avaient participé aux luttes de libération nationale, et même parfois aussi des communistes des mouvements de résistance intérieure, lorsqu'ils ne sont pas d'accord avec les émigrés revenus de Moscou.

En septembre — la nouvelle sera tenue secrète jusqu'en octobre — les partis communistes se réunissent dans